

Alter Égaux n°30

**SOLIDARITÉ
SOCIALISTE**

*pensons le monde autrement
vivons-le solidairement*

Belgique-België
P.P.
Bruxelles X
1/2307

Bureau de dépôt Bruxelles X
N° d'agrégation P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68 - 1060 Bruxelles



OMD 8

**Un partenariat
mondial pour
le développement**

UN PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT !

Ce numéro d'*Alter Egaux* clôture la série de théma-zooms consacrés aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) adoptés lors d'un sommet des Nations Unies à New York, en septembre 2000 (voir en pp. 5 à 8). Rappelons que ceux-ci ont pour objet principal la réduction de moitié de l'extrême pauvreté et de la faim dans le monde d'ici 2015.

Ce qui est frappant, au moment d'écrire cet éditorial, c'est une double coïncidence, non fortuite. La première est le fait que notre série de petits dossiers sur les OMD avait été introduite par un article intitulé "Catastrophes et développement", suite au tsunami qui a ravagé les côtes de plusieurs pays de l'Océan Indien en décembre 2004. Le théma-zoom du présent numéro, consacré à l'Objectif 8 intitulé "un partenariat mondial pour le développement" a, quant à lui, été rédigé alors que le Bangladesh était frappé par des inondations gigantesques provoquées par le cyclone Sidr : des milliers de morts, des millions de sans-abri et de personnes déplacées.

Alors d'une catastrophe l'autre ? Oui, et toutes deux ont frappé essentiellement les populations pauvres des pays victimes de ces catastrophes "naturelles", personnes forcées de (sur)vivre sur les territoires les plus exposés, qui s'avéreront toujours plus dangereux à mesure que les événements climatiques extrêmes se multiplieront suite au réchauffement climatique. La Conférence de Bali, qui réunit plus de dix mille personnes, doit se pencher sur une "formule magique qui permettra de rallier tout le monde, des plus gros émetteurs de gaz à effet de serre comme la Chine ou les Etats-Unis aux pays les plus vulnérables comme les îles des Tropiques ou les Etats d'Afrique sub-saharienne", alors qu'aucun des pays représentés à Bali ne souhaite que son économie pâtisse des efforts importants à mener pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Formule magique aussi que ces Objectifs du Millénaire pour le Développement ? Formule incantatoire plutôt, alors que chacun s'accorde à dire que les objectifs ne seront pas



Un enfant regarde sa mère faire la file pour recevoir eau et nourriture dans le village côtier de Porir Khal, le 20 novembre 2007.

atteints d'ici l'échéance de 2015, faute de réelle remise en question des pays "développés" de leur mode de vie, en termes de production, de distribution et de consommation.

Impulsés d'en haut, par les "élites" internationales des Nations Unies, mais bien davantage des institutions financières internationales, comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC, ces OMD quantifiables, s'ils s'avèrent un outil statistique intéressant, ne permettent pas d'aller à la racine du problème, à savoir à remettre en cause un modèle basé sur l'illusion de la croissance économique comme alpha et omega du progrès des sociétés humaines, vision archaïque inadaptée aux défis inédits des décennies à venir.

Ce qui m'amène à la deuxième coïncidence. Alors que, dans ces pages, se termine (provisoirement) l'analyse des OMD, Solidarité Socialiste et ses partenaires mettent en oeuvre un nouveau programme d'activités qui s'étendra, dans un premier temps, sur trois ans, de 2008 à 2010. Ce programme, minutieusement préparé (voir en p. 3), vise à aller au fond des choses, que ce soit en termes de stratégie, de méthodologie ou encore des thématiques abordées.

La stratégie, tout d'abord : il s'agit de renforcer les organisations de la société civile pour qu'elles pèsent davantage sur le rapport de forces en faveur d'une gestion démocratique et participative de la société qui garantisse à tous le meilleur accès possible aux droits économiques et sociaux. Un partenariat qui structure des réseaux d'organisations, aux niveaux local, national et international.

La méthodologie, ensuite : basée sur les pratiques de l'éducation populaire, elle vise à atteindre des changements dans l'accès aux besoins de base, des règles et des institutions plus justes et mieux gérées, afin de lutter contre les inégalités sociales, avec une attention particulière au rôle et à la place des femmes et des jeunes dans la société.

Les thèmes, enfin : les droits économiques et sociaux, et l'approfondissement de la démocratie, avec trois axes, la santé, la sécurité et la souveraineté alimentaires, et le travail décent.

Ce programme sera développé en long et en large dans notre prochaine livraison, l'*Alter Egaux* de février 2008. D'ici là, je vous souhaite d'ores et déjà une excellente et solide année nouvelle.



Alain COHEUR
Président de Solidarité Socialiste

**SOLIDARITÉ
SOCIALISTE**

Bimestriel édité par **Solidarité Socialiste-Formation, Coopération & Développement**, association sans but lucratif, rue Coenraets 68 à 1060 Bruxelles, tél.: 02/505.40.70, fax : 02/512.88.16, e-mail : fcd@solsoc.be, site internet : www.solsoc.be
Président : Alain Coheur. **Vice-Présidents** : Jacques Bourgaux, Alain Hutchinson, Véronique Jamoulle et Annick Thyré.
Secrétaire : Michel De Jaer. **Trésorier** : Willy Taminiaux. **Administrateurs** : Sfia Bouarfa, Dominic Brumagne, Jean-Marc Delizée, Jean-Pierre Derochette, Etienne Godin, Philippe Mahoux, Thibaut Michot, Philippe Van Muylder et Olga Zrihen. **Directeur et éditeur responsable** : Jacques Bastin, rue Coenraets 68, à 1060 Bruxelles. **Pré-press** : Patrick Abeels. **Flashage et impression** : Bietlot. **Bureau de dépôt** : Bruxelles X. N° 30 novembre-décembre 2007. **CCP 000-000054-54**. En couverture : Des enfants, en Sierra Leone (photo : Brent Stirton).



Ci-contre : Alain Pumar et Gonzalo Choque, nos partenaires boliviens, se penchent sur l'éducation populaire, et Adil Rachidi écrit ses "mots" sur la grande fresque sémantique collective : des petits hommes verts !?
Ci-dessous : les travaux dans le cadre d'un atelier thématique.



Sénégalais (Binta Sarr, d'APROFES, et Assane Pape Diop, de la Fongs), ainsi qu'une douzaine de participants marocains, actifs dans le cadre des actions du RESAQ, notre partenaire dans la ville de Casablanca.

Pour commencer, les participants ont réalisé une grande fresque : ils ont écrit sur celle-ci les mots qu'évoque, pour eux, le terme "éducation populaire".

A partir de là, ils ont tenté d'en éclaircir les différentes perceptions et d'arriver, en partageant les réflexions des uns et des autres, à dégager un socle de concepts communs susceptible de faciliter la cohérence d'ensemble du programme, à travers les différents contextes et tenant compte des diverses sensibilités.

Ce n'était là, bien sûr, qu'une mise en jambe qui a été suivie par cinq jours de travail intense : des ateliers de réflexion et d'analyse des pratiques de chacun des partenaires présents; des apports théoriques sur les enjeux et l'historique, ainsi que sur les principes et les caractéristiques de l'éducation populaire.

Des visites de terrain ont également permis de voir concrètement le travail réalisé par le RESAQ, et comment il s'inscrivait ou non dans une démarche d'éducation populaire.



En bas : Visite de terrain. Des enfants participent à des activités organisées après l'école par l'association "Sidi Moumen", organisation membre du RESAQ.

Elles ont été suivies d'ateliers thématiques de réflexion sur les sujets qui correspondent aux quatre éléments-clés constitutifs du programme, à savoir "L'autonomie des associations par rapport à l'Etat, au politique, à la religion, aux traditions", "Comment intégrer l'apport de fonds rotatifs à la démarche de l'éducation populaire", "Quid de la participation des associations de base au niveau national et international", "Comment se renforcer mutuellement et parvenir à évaluer efficacement ses pratiques et ses activités".

Ces six jours ont permis à chacun des participants d'y voir un peu (ou beaucoup) plus clair, d'avoir des réponses à certaines de leurs questions, d'en soulever d'autres jusque là non perçues, de repartir dans leurs pays respectifs pour partager les résultats du séminaire, et de poursuivre le travail et les débats qui en Belgique, qui au Congo, qui en Bolivie, ... !

Comme l'a écrit Dany Singoma, ce furent six jours, "*de rires, de sourires, de sommeil tardif et de réveil lourd*", six jours "*de réflexions, de construction, de critique, d'analyse, de partage*", six jours "*plantant les jalons d'une nouvelle intilaka* (le départ, dans le sens de commencement, en arabe) *en Afrique, en Amérique latine, en Belgique et dans le monde selon une approche d'éducation populaire*".

La suite avec d'autres partenaires, lors des deux prochains séminaires : au Brésil (en décembre) et en Palestine (en mars 2008). Nous vous tiendrons au courant de leur déroulement dans les prochaines éditions d'*Alter Egaux*. Dans le numéro de février, nous nous pencherons aussi sur le nouveau programme 2008-2010 de Solidarité Socialiste et de ses partenaires : "Renforcer les acteurs sociaux du Sud et du Nord engagés dans des réseaux pour la promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux". Par la pratique de l'éducation populaire, bien entendu !

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement

8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Le huitième et dernier des Objectifs du Millénaire a pour ambition de mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Il s'agit d'un métaobjectif, en ce sens qu'il concerne les moyens à mettre en oeuvre par les pays développés pour permettre aux pays en développement de mener à bien les sept autres objectifs. Il appelle à des réformes du système commercial et financier mondial, et à l'accroissement des flux pécuniaires Nord-Sud, notamment par l'accroissement de l'aide publique au développement (APD) et par l'allègement de la dette.

En 2002, une soixantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que des responsables du Fonds Monétaire International, de la Banque mondiale et de l'Organisation Mondiale du Commerce, mais également des institutions spécialisées des Nations Unies, notamment la CNUCED, adoptaient une déclaration appelée Consensus de Monterrey. C'est, en effet, dans cette ville mexicaine, capitale de l'Etat du Nuevo León, que s'était tenue, du 18 au 22 mars de la même année, la Conférence sur le financement du développement.

Il est affirmé dans ce consensus que les dirigeants des pays industrialisés approuvent *"point par point les éléments clés des promesses faites par les pays riches lors de la Déclaration du Millénaire, rassemblées sous le huitième Objectif du Millénaire pour le Développement"*. Constatant cependant que les ressources mobilisées jusqu'alors pour la réalisation des objectifs, et tout particulièrement pour réduire de moitié la pauvreté, ne suffiront pas, les signataires appellent à un "nouveau partenariat" entre les pays développés et les pays en développement et font du système des Nations Unies le pilier de l'action.

"Nouveau partenariat", ou bien vieilles recettes ? Un peu de l'un, beaucoup de l'autre !

En effet, de quoi est-il question ? Il s'agit pour l'essentiel, dans le cadre du huitième objectif, *primo* d'inviter les pays membres de l'OCDE à consacrer à une date non définie au moins 0,7 % de leur PNB à l'aide publique au développement (dont 0,15 à 0,20 % en faveur des pays les moins avancés); *secundo* d'envisager des mesures d'atténuation de la dette des pays



Les tours Petronas, en Malaisie, 88 étages, 452 mètres, ont nécessité 36 910 tonnes d'acier, pour un coût total de 1,6 milliard de dollars. Elles contiennent les bureaux du géant pétrolier malaisien Petronas, auquel elles appartiennent. Et plus d'un million de m² de boutiques et lieux de divertissement. Elles sont un symbole du modèle de développement inégalitaire actuel (la Malaisie n'est que 61^e sur 177 pays classés selon l'Indice de Développement Humain).

du Sud; *tertio* de renforcer la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux. Il faut y ajouter une pincée de travail décent pour les jeunes, une once de mise à disposition des médicaments essentiels par l'industrie pharmaceutique, et un brin d'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, le tout décliné en sept cibles et dix-sept indicateurs. On serait tenté d'ajouter à la liste l'indispensable raton-laveur !

L'Aide Publique au Développement

Prenons le premier point : l'aide publique au développement. Il faut rappeler que dès 1970 l'Assemblée générale des Nations Unies [Résolution 2626 (XXV) du 24 octobre] avait fixé comme objectif aux pays membres de l'OCDE d'allouer 0,7 % de leur PNB à l'aide publique au développement.

Trente-deux ans avant Monterrey ! Pendant vingt ans, l'APD a tourné autour de 0,35 % du PNB des pays donateurs, avant de baisser tout au long des années 90, pour ne plus atteindre que 0,22 % en 2001.

En 2002 et 2003, l'APD s'est élevée péniblement à 0,23 % et 0,25 %. Cinq pays seulement ont atteint la cible fixée par l'ONU en 1970, à savoir 0,7 % du PNB national : la Norvège, le Luxembourg, le Danemark, la Suède et les Pays-Bas, six autres ayant annoncé leur intention d'en faire autant d'ici 2015 (dont la Belgique qui a fixé la date-limite à 2010, voir tableau en page 8).

L'essentiel de l'accroissement de l'APD a consisté en des annulations ou allègements de dettes, et en aide humanitaire et de reconstruction. Pour le développement durable, mené en concertation avec les populations locales en vue de résultats à long terme, la progression est négligeable.

En effet, quoiqu'essentielles les aides d'urgence et de réhabilitation n'ont aucune prétention à contribuer au développement à long terme.

Quant aux annulations de dettes, elles sont pour la plupart accordées à des pays qui avaient déjà cessé tout remboursement, faute de moyens, et ne constituent pas vraiment une source nouvelle de financement pour la création ou la réhabilitation des services sociaux de base et les efforts de réduction de la pauvreté. Les créances annulées sont bien souvent des vieilles créances douteuses.

C'est ainsi qu'en 2003, la Belgique annonçait une APD 2003 en hausse à 0,60 % du PNB contre 0,43 % en 2002. Cette augmentation est en fait une diminution réelle de l'aide si l'on en défalque l'allègement exceptionnel de dettes envers la République Démocratique du Congo qui a été accordé cette année-là, à savoir 665.811.527 € sur une APD totale de 1.591.269.546 € (soit quelque 42 % de l'APD belge 2003 !).

Côté positif - il y en a - la proportion de l'aide liée (à savoir l'aide soumise à la condition que les pays bénéficiaires fassent appel aux produits et services exclusifs des pays donateurs) a diminué, pour passer de 32 % en 1990 à 8 % en 2003. Sur la liste OCDE des donateurs, la Belgique occupe une enviable troisième place en ce qui concerne les efforts consentis en ce domaine : l'aide belge est à plus de 90 % déliée.



Symbole encore du modèle inégalitaire de développement actuel : au pays des tours Petronas, une petite fille trie les ordures pour gagner de quoi subsister !

Objectif 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Cible 12

Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire. Cela suppose un engagement en faveur d'une bonne gouvernance et de la lutte contre la pauvreté, aux niveaux tant national qu'international.

Cible 13

S'attaquer aux besoins particuliers des pays les moins avancés. La réalisation de cet objectif suppose l'admission en franchise et hors contingents de leurs exportations, l'application du programme renforcé d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés, l'annulation des dettes bilatérales envers les créanciers officiels, et l'octroi d'une aide publique au développement plus généreuse aux pays qui démontrent leur volonté de lutter contre la pauvreté.

Cible 14

Répondre aux besoins particuliers des Etats enclavés et des petits Etats insulaires en développement.

Cible 15

Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement par des mesures d'ordre national et international propres à rendre leur endettement viable à long terme.

Cible 16

En coopération avec les pays en développement, créer des emplois décents et productifs pour les jeunes.

Cible 17

En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement.

Cible 18

En coopération avec le secteur privé, mettre les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, à la portée de tous.

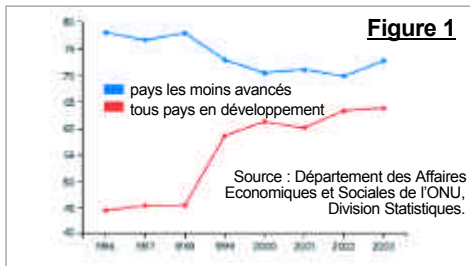
Les réformes du système commercial et financier mondial

En ce qui concerne la cible 12, extrêmement ambitieuse, dont le propos est de "poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire", elle se traduit concrètement par une seule porte d'entrée, à savoir l'accès aux marchés des pays développés des produits du Sud.

Hormis le côté réducteur du biais utilisé, nous restons là dans le cadre du leitmotiv dominant de la pensée économique occidentale : le libre renard dans le libre poulailler, ou quand le pot de fer est libre de casser le pot de terre.

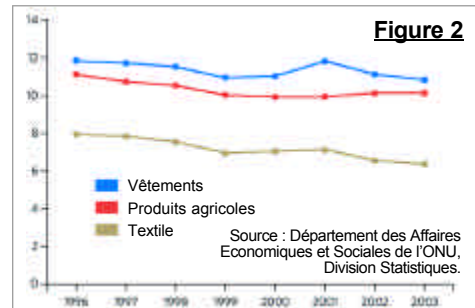
D'une part, en voyant les chiffres, force est de constater que les choses n'ont guère changé entre 1996 et 2005, concernant à la fois la proportion des importations des produits des pays en développement admis sur les marchés du Nord libre de droits, à l'exception des armes et du pétrole (figure 1), et les taux moyens des droits appliqués aux produits agricoles, textiles et vêtements en provenance des pays du Sud (figure 2). Pour la figure 1, l'on peut constater que s'il y a progression en ce qui concer-

ne l'ensemble des pays en développement (l'on passe de 45 % à 64 % entre 1996 et 2003), il n'en va pas de même pour les pays les moins avancés (de 77 % à 72 %). Ces tendances différentes s'expliquent de deux façons.



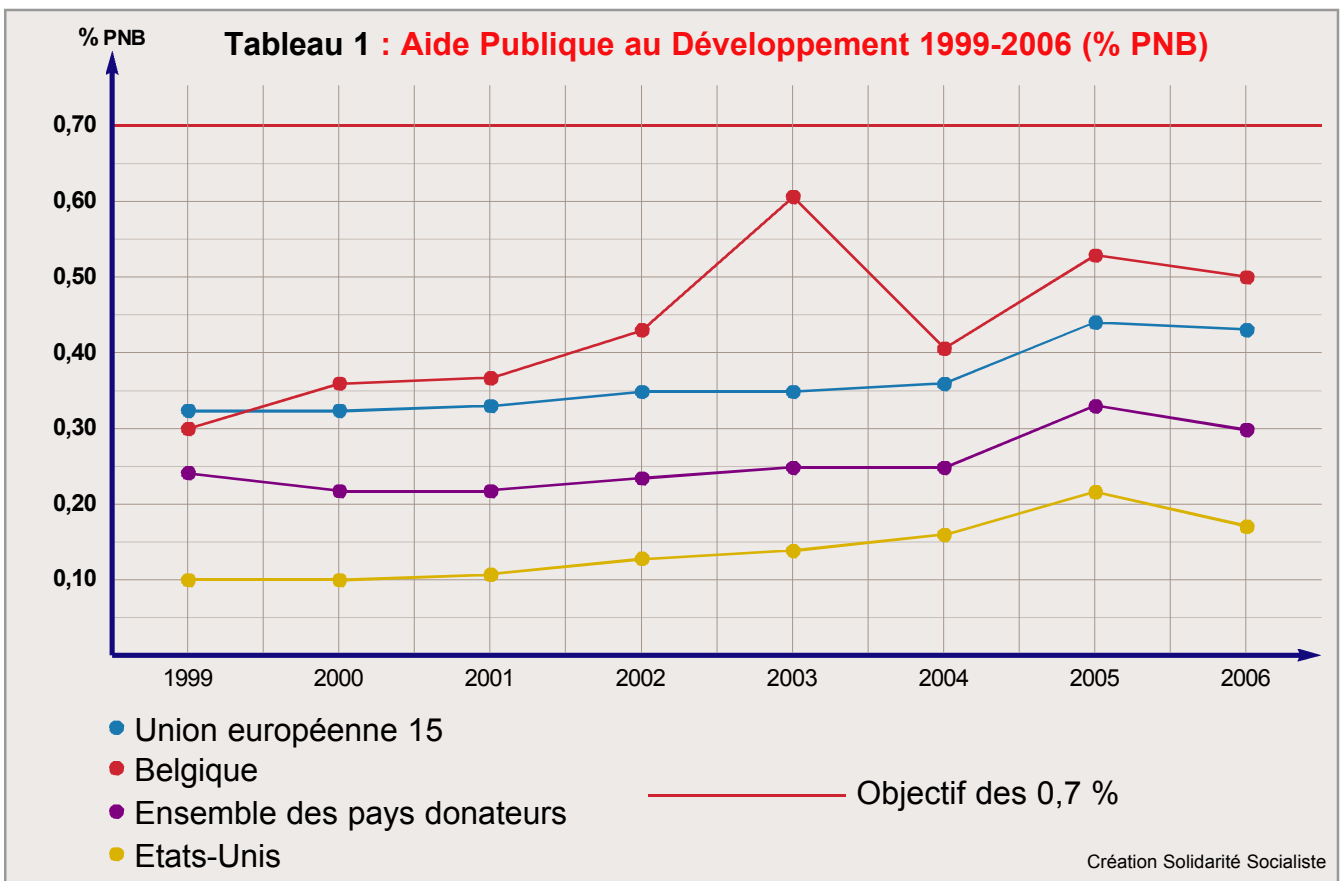
Primo, les stratégies utilisées par les pays développés pour se protéger des produits exportés par les pays en développement, et qui pourraient faire concurrence à leur propre production, sont toujours d'actualité, malgré les réductions de tarifs mises en place suite aux engagements pris lors de la conclusion de l'Uruguay Round, mais qui ne portent pas sur les produits d'exportation les plus intéressants pour les pays en développement, et surtout pour les pays les moins avancés. *Secundo*, le volume des exportations de quelques grands pays en développement continuant à croître, la part des exportations admises hors taxes décroît ou, au mieux, reste constante. Un changement positif réel de cet indicateur nécessite une modification radicale dans la structure de protection des pays industrialisés, et/ou un changement fondamental dans la composition des exportations des pays du Sud, pour y inclure une plus grande proportion

de produits qui ne sont pas soumis à des protections tarifaires sur les marchés du Nord. Sans aucun doute, le premier terme de la proposition semble moins difficilement faisable, le deuxième terme devant être réalisé dans un contexte commercial incontestablement dominé encore par les pays du Nord qui y dictent leurs règles au détriment des économies du Sud qui n'ont guère, pour la plupart, de marges de manoeuvre !



De fait, les tarifs des pays développés restent élevés sur les biens qui sont stratégiquement importants pour les pays du Sud, comme le textile ou les produits agricoles. Ces tarifs n'ont diminué que marginalement durant la période 1996-2003, comme la figure 2 le montre bien.

D'autre part, la contrepartie à l'abaissement des procédures tarifaires au Nord est la libre entrée des loups du Nord dans les poulaillers du Sud, exigée par les politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI, en échange d'un rééchelonnement de la dette des pays en développement. La dette, troisième point important de cet



Objectif 8. Mais nous y reviendrons, étant donné la complexité de la problématique, dans une prochaine livraison de l'Alter Egaux.


Pour terminer, et pour changer des chiffres qui ont émaillé ce théma-zoom, une petite réflexion sur le changement de paradigme que nécessitent les nouvelles exigences sociales, économiques et environnementales de notre temps, si l'on désire réellement un nouveau partenariat pour le développement. "L'investissement éthique et durable a depuis longtemps fait la preuve de son intérêt. (...) Pourtant, on n'observe pas encore de transfert massif vers des investissements à haute valeur sociétale ajoutée. (...) Pourquoi un produit comportant autant d'a-

vantages n'attire-t-il pas plus les banquiers et les gestionnaires d'avoirs ? Une des réponses (...) est le 'brainwashing'. Les professionnels de la finance ont été formés dans la croyance (...) que le rendement financier était le but à atteindre. Comment une société peut-elle aboutir à ce qu'une science abstraite comme l'économie se pose en vérité révélée ?" (Sophie Spillemaeckers, anthropologue, in *Getup !*, octobre 2007, n°2, p. 6). Cette déification possible de l'abstraction économique déjà invalidée par Mill dans son essai "Sur la définition de l'Economie politique" (1844) : "L'Economie politique (...) raisonne sur la base de prémisses supposées - qui pourraient être totalement non fondées dans les faits, et dont personne n'affirme qu'elle soient universellement en accord avec eux".

Tableau 2 : L'Aide Publique belge au Développement (2002-2006)

Création Solidarité Socialiste

La Belgique s'est engagée à consacrer au moins 0,7 % de son PNB à l'Aide Publique au Développement d'ici 2010. En 2006, en consacrant 0,5 % de son PNB à l'aide, la Belgique est à la 8^e place des pays donateurs, en ce qui concerne la contribution par habitant, et à la 14^e place en ce qui concerne la contribution de manière absolue. Dans ce tableau, on peut observer que le pic de 0,6 % atteint en 2003 a été possible grâce à une annulation exceptionnelle de dettes pour un montant de plus de 650 millions d'euros. Sans ce poste, l'aide au développement de la Belgique n'aurait atteint que 0,35 % du PNB. Bien que parfaitement légale selon les critères de l'OCDE, cette attribution au titre de l'aide d'une annulation de créances montre qu'il faut attentivement lire les chiffres officiels pour discerner la composition et les tendances de l'évolution de l'aide publique au développement belge, sans préjuger de l'avenir.

 Aide publique belge consacrée directement à l'éducation et l'enseignement, ainsi qu'à la santé (y compris la santé reproductive) dans les pays du Sud.

% de l'aide totale

Aide publique hors Direction Générale de la Coopération au Développement (DGCD) : prévention de conflits, contributions du SPF Finances, régions et communautés. Elle comprend le secteur conséquent des annulations de dettes.

% de l'aide totale

Autres canaux DGCD, notamment le Fonds belge de survie, l'aide humanitaire et de reconstruction, BIOS.a.-Société belge d'investissement, ...

% de l'aide totale

Coopération multilatérale : contributions de la Belgique aux agences des Nations Unies, aux institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale, banques régionales de développement), à l'Union européenne, ...

% de l'aide totale

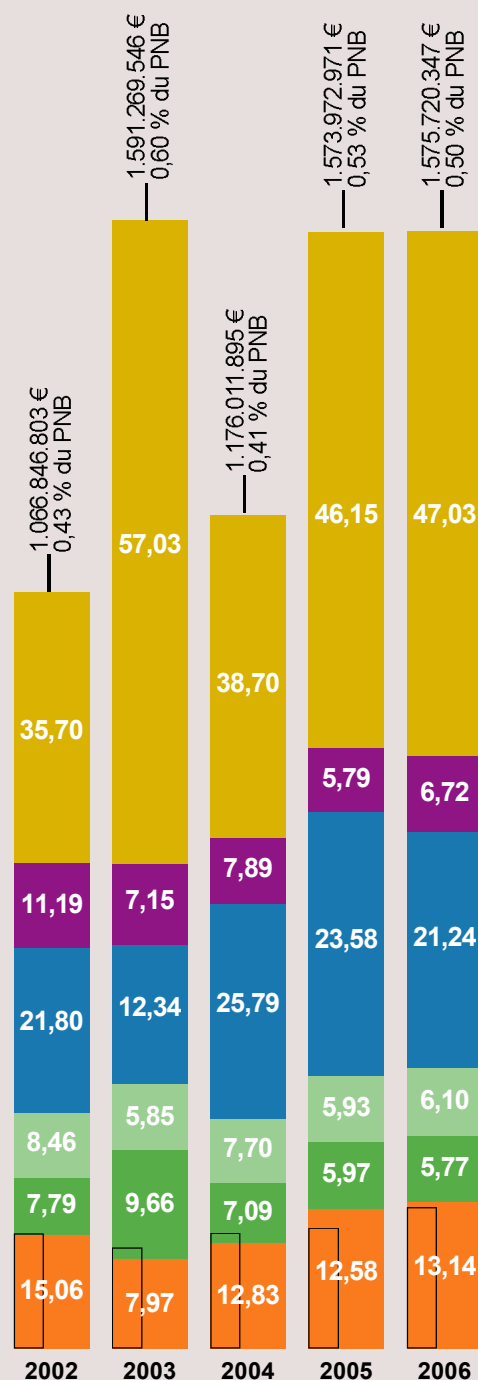
Coopération bilatérale indirecte : coopération via les organisations non gouvernementales (ONG), notamment Solidarité Socialiste (soutien à des programmes Sud et à des actions d'éducation au développement en Belgique).

% de l'aide totale

Coopération bilatérale indirecte : coopération non gouvernementale via d'autres canaux que les ONG, p.ex. via le conseil interuniversitaire flamand ou les institutions scientifiques.

% de l'aide totale

Coopération bilatérale directe : coopération gouvernementale via la DGCD, relation directe d'Etat à Etat, et principalement la coopération technique et les bourses.



Le Croco, vous connaissez ?

Le Croco est une lettre électronique mensuelle éditée par Solidarité Socialiste.

Notre Croco n'est pas méchant... S'il mord un peu, c'est pour garder sa "proie" en alerte face à la monopolisation du monde, pour la tenir en éveil face au sommeil de l'indifférence qui guette...

Attentif aux enjeux Nord/Sud qui se posent aujourd'hui avec une acuité croissante, le Croco veut attirer votre attention sur les mécanismes de l'appauvrissement des uns au profit des autres, sur la base de documents et de réflexions élaborés tant au Nord qu'au Sud. Cette démarche vise aussi à faire connaître les alternatives possibles à ces mécanismes et à en imaginer de nouvelles.

Les regards croisés Nord/Sud sont alimentés par celles et ceux avec lesquels nous concoctons au quotidien, aux quatre coins de la planète, des recettes alternatives qui nous permettront, peut-être, de faire ensemble un Croc-enjambe au capitalisme sauvage !

Le Croco, c'est l'opportunité de réfléchir avec nous sur les concepts de développement et les mécanismes de solidarité ici et là-bas.

Le Croco, c'est la possibilité de réagir aux coups de dents et d'agir concrètement au travers de différentes pistes que nous vous présentons.

Le Croco, c'est l'occasion de vous informer via nos articles, notre site Internet, les liens que nous vous proposons.



Curieux ? Allez jeter un oeil à l'adresse suivante :
<http://croco.solsoc.be/>

Et si vous désirez le recevoir régulièrement, écrivez à :
lecroco@solsoc.be

0,7 %



0,7 % ? Mais encore !

A la fin des années 60, les pays industrialisés s'étaient engagés à verser 0,7 % de leur PIB annuel dans le cadre de l'Aide au Développement. La Belgique n'en est qu'à 0,37 % en 2007 ! Malgré la loi de 2002 par laquelle le gouvernement se fixe pour objectif d'atteindre ces 0,7 % au plus tard pour 2010. Vous pouvez faire mieux : vous engager dès maintenant à soutenir le développement des pays du Sud en appuyant financièrement l'action de Solidarité Socialiste et de ses partenaires. Une possibilité : remplissez le formulaire d'ordre permanent ci-dessous et faites le geste citoyen de verser, pourquoi pas, ... 0,7 % de vos revenus mensuels nets à nos actions de solidarité internationale !

Formulaire d'ordre permanent

(à compléter, signer et remettre à votre organisme bancaire)

Je soutiens l'action de Solidarité Socialiste-FC&D

Via le présent document, je soussigné demande qu'on effectue un versement de :

10 € 15 € 20 € 30 € 50 € autre montant (précisez) €
une fois par mois tous les 2 mois tous les 3 mois tous les 6 mois

à partir du / / 2008 sur le compte **CCP 000-000054-54**
de Solidarité Socialiste-FC&D, Rue Coenraets 68, 1060 Bruxelles
avec la communication : **SOLIDARITÉ 0,7%**

Nom..... Prénom.....
Rue et n°..... Code postal
Localité Pays.....

Nom de l'organisme bancaire :

Mon n° de compte : □□□-□□□□□□□□-□□

Date : / / 2008

Signature :

LE FIFTY-ONE, SOLSOC ET PIE TSHIBANDA

Pour la deuxième année consécutive, le Service-Club Fifty-One International (Club de Bruxelles) a décidé d'organiser un événement qui vise à sensibiliser ses membres et son réseau d'amis à la solidarité internationale. Il a eu lieu le jeudi 6 décembre, à l'Ecole Royale Militaire.



En 2006, les clubs Fifty-One de Bruxelles s'étaient associés pour un concert de musique classique donné par les jeunes talents de l'Ensemble Orchestral de la Petite Chapelle d'Argenteuil. Les bénéficiaires de la soirée étaient allés soutenir le projet des femmes restauratrices de rue à Ouagadougou, de notre partenaire ASMADE au Burkina Faso.



Cette année, c'est le spectacle de Pie Tshibanda, *Un Fou Noir au Pays des Blancs*, qui est au programme. Par sa participation à titre tout à fait gracieux, Pie Tshibanda a souhaité que soit soutenu un projet réalisé en RDC (République Démocratique du Congo). Le projet qui a été sélectionné par le

Fifty-One est celui d'un partenaire de Solidarité Socialiste, dans la région du Bandundu, BUACO (voir l'encart ci-contre). Nous vous donnerons le montant récolté grâce à la soirée, et qui ira au projet Bolobo, dans le prochain *Alter Ego*.

Le projet soutenu !

«Sur le territoire de Bolobo, pas un village sans source d'eau potable et plus aucun jour sans fruits et légumes à tous les repas».

La population du territoire de Bolobo, une région en bordure du fleuve Congo, à 360 km de Kinshasa, vit dans des conditions d'extrême précarité. Les conditions sanitaires et l'accès à l'eau potable sont parmi les préoccupations quotidiennes primordiales : trop souvent encore, la population boit l'eau des marécages ou des sources non aménagées. Les infrastructures d'Etat ne sont toujours pas fonctionnelles. Or, les petits producteurs vivriers et les éleveurs, pour relancer certaines cultures disparues, comme le maïs, et certains élevages, comme la pisciculture, ont besoin de semences et d'intrants agricoles et vétérinaires, d'encadrement et de conseils techniques et d'outils. La fruiticulture a pratiquement disparu : les arbres ont vieilli et les gens ont perdu l'habitude d'en planter autour de leur concession. Le régime alimentaire local est à base de manioc et de ses sous-produits. C'est pourquoi BUACO, à la demande de ses 10.000 membres, les accompagne pour aménager les sources d'eau et relancer et diversifier les productions agricoles et la fruiticulture : introduction du riz, de l'arachide, des œufs, du poisson, ...).

BUACO travaille en partenariat avec Solidarité Socialiste depuis 1998 au travers du projet «Opération Planter-Elever-Cultiver pour vivre mieux au village» visant la promotion des cultures vivrières. Les acquis de ce projet (amélioration du revenu et des conditions matérielles de vie des paysans) ont suscité de nouveaux besoins d'intervention à la base. La prise en compte de ces besoins a conduit à la mise en place depuis 2001 d'un nouveau cadre d'intervention dénommé «Programme pour renforcer les capacités paysannes de production vivrière et d'auto-défense communautaire dans les Territoires de Bolobo et de Yumbi». Ce programme bénéficie du soutien de Solidarité Socialiste. Il s'inscrit dans la logique des luttes politiques et culturelles contre les inégalités, les coutumes favorisant la domination de la femme par l'homme, les injustices, la domination de la campagne par la ville, l'exploitation des paysans par le mécanisme de bas prix agricoles et des prix élevés des produits manufacturés.



Le Commandant Ingénieur Jean de GHELLINCK, qui a contribué d'une manière significative à la réussite de la soirée en apportant l'aide logistique et matérielle de l'Ecole Royale Militaire, en compagnie de Jacky VOGELSANG, Past-Président du Fifty-One Club de Bruxelles.



Jacky Vogelsang en compagnie de Sylvie Demeester, chargée de partenariat avec la RDC à Solidarité Socialiste, qui s'est chargée d'expliquer les objectifs et les enjeux du projet aux spectateurs.

Alter Egaux électronique

Votre bimestriel préféré (*Alter Egaux*, évidemment), est également téléchargeable via notre site Internet. Tous les numéros sont consultables au format .pdf (Acrobat pour les intimes) à l'adresse suivante :



<http://www.solsoc.be/article61.html>



Opération 11.11.11 : merci !

L'Opération 11.11.11 s'est clôturée le 18 novembre après 10 jours de vente et de mobilisation. Avec le slogan «50 millions de paysans disparaissent chaque année ! On continue ?», le thème de campagne développé pour la seconde année consécutive portait sur la souveraineté alimentaire. Cette récolte de fonds servira à financer une cinquantaine de projets menés dans le Sud par les organisations membres du CNCD-11.11.11, dont bien sûr Solidarité Socialiste et le CEPAG (Centre d'Education Populaire André Genot). Il est essentiel de rappeler que cette solidarité Nord/Sud n'existerait pas sans l'enthousiasme et la motivation des milliers de volontaires. Vous avez été nombreux à prendre part à l'Opération d'une manière ou d'une autre : en offrant votre temps notamment pour préparer et organiser la vente, en ne passant pas votre chemin, en tendant une oreille attentive aux volontaires rencontrés, en faisant un don ou en achetant un produit en sachant que les bénéfices seraient redirigés vers le Sud, en ouvrant votre espace aux vendeurs, ...

Solidarité Socialiste et le CEPAG vous remercient chaleureusement pour votre engagement et espèrent vous retrouver en pleine forme pour l'Opération 11.11.11 2008 !

Les cartes de vœux de Solidarité Socialiste

Solidarité Socialiste a édité une série de cinq cartes de vœux. Ces cartes, illustrées par des photographies prises par des membres de notre équipe au Sénégal, au Burkina Faso, en Palestine et en Colombie, sont disponibles au prix d'un euro pièce (enveloppe comprise). Les tarifs sont bien évidemment dégressifs en fonction de la quantité commandée.

Intéressés ?

Contactez-nous !
fcd@solsoc.be
02/505.40.70

